

# Les ennemis de l'âme française <sup>1</sup>

par

**Ferdinand BRUNETIÈRE**

MESSIEURS,

C'est toujours, ou presque toujours, au-dedans d'elles-mêmes, que les nations, comme les individus, ont leurs pires ennemis et voilà pourquoi, si j'ai d'abord hésité à vous parler ce soir des *Ennemis de l'âme française*, parce que je craignais que le sujet ne semblât prêter à des déclamations trop faciles, je m'y suis cependant décidé, quand j'y ai cru voir l'occasion de faire avec vous, dans les circonstances que nous traversons, une espèce d'examen de conscience.

Non pas du tout, croyez-le bien ! que j'ignore, ou que j'oublie, ce que nous avons, dans le monde entier, de rivaux attentifs, inquiets, et parfois malveillants ou jaloux. Nous en avons toujours eu, nous en aurons toujours, je veux dire aussi longtemps que nous serons la France, et parce que nous sommes la France. Il ne faut pas nous flatter que « l'âme germanique », ou « l'âme anglo-saxonne », qui sont, elles aussi, des âmes fières et hardies, nous abandonnent jamais de leur plein gré la direction de l'esprit européen ou l'hégémonie du monde occidental. Elles nous les disputeront âprement dans l'avenir, comme elles l'ont fait dans le passé ; et ce sera sans doute leur droit, contre lequel nous n'aurons toujours, nous, qu'un droit ou qu'un devoir, qui sera de défendre, du mieux que nous le pourrons, notre patrimoine de puissance et de gloire. Mais comment le défendrons-nous, avec quelles chances de succès, ou plutôt avec quelles armes, si nous commençons par nous diviser contre nous-mêmes ? – si nous travaillons de nos propres mains à dénaturer, à dissocier et, par conséquent, à détruire cette combinaison, ou plutôt cette communion héréditaire de sentiments et d'idées qui est « l'âme française » ? – et, quand la patrie ne réclame de nous qu'un peu de soumission, si nous ne lui répondons qu'en revendiquant, sous le nom spécieux des « Droits de l'homme », la liberté, l'indépendance entière et la souveraineté de l'individu ?

Ce sont là quelques-unes des questions que vous vous êtes posées avec angoisse. Oui, tandis que, depuis cent ans, nous voyons, partout autour de nous, les nationalités opérer un mouvement de concentration sur elles-mêmes, se rassembler et se recueillir, comme à la veille d'un ne sait quel conflit et quelle mêlée de races, – Anglo-Saxons contre Latins, Slaves contre Germains, noirs et jaunes bientôt contre blancs, – vous l'avez bien senti, Messieurs, et je vous en félicite, que nos pires ennemis étaient les plus intérieurs. C'est eux que vous avez cru qu'il était urgent de combattre : – *Internationalistes*, qui s'en vont répétant, commentant, exagérant encore le vers imprudent, le vers presque sacrilège du poète :

Nations ! mot pompeux pour dire barbarie ;

– *Politiciens, intellectuels, libres penseurs* qui, dans l'assaut désespéré qu'ils donnent à toutes nos traditions, confondent la

liberté de l'esprit avec l'indépendance du cœur ; – *Individualistes* enfin, qui se font gloire d'être nés pour eux-mêmes et de n'avoir d'autre tâche, en ce monde, que de travailler, comme ils disent, au « développement de toutes leurs puissances » ! Et moi, Messieurs, qui partage vos craintes, je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait, en m'appelant, ce soir, à vous aider dans ce combat contre *les Ennemis de l'âme française*.

## I

Il y a des degrés en tout ; et, je vous étonnerai peut-être mais, de tant d'ennemis que je viens d'énumérer rapidement, les *Internationalistes* sont ceux que je redoute le moins. Ils ne m'inspireraient même aucun effroi ni aucune inquiétude, s'ils ressemblaient tous à cet énergumène qui reprochait à notre Université « de faire, disait-il, concurrence à l'Église, pour propager le culte idiot de Jeanne d'Arc » ! C'est ainsi qu'on s'exprime, quand on veut attirer l'attention, ou « exaspérer le bourgeois » et c'est aussi pourquoi je ne vous nommerai pas l'auteur de ces paroles beaucoup plus ridicules, en vérité, qu'odieuses. Mais il y a d'autres *internationalistes*. Il y en a de parfaitement sincères il y en a même dont les raisons ne manquent pas d'un air de vraisemblance. Réussiront-elles jamais à prévaloir contre ce qu'il y a d'instinctif dans l'amour de la patrie ? Messieurs, je ne le pense pas ; et, à ce propos, je dirais volontiers de l'amour de la patrie ce qu'on peut dire du besoin de croire ils nous sont tous les deux naturels ; nous les apportons avec nous en naissant ; et ce n'est pas pour les fortifier que nous avons besoin de longs raisonnements ou de brillants sophismes, mais c'est au contraire pour les affaiblir ou les ruiner l'un et l'autre en nous. N'ayons donc pas de peur des *internationalistes* ! Mais ne négligeons pas cependant d'examiner leurs paradoxes, et, premièrement, ceux des *internationalistes* humanitaires ou sentimentaux.

J'appelle de ce nom les vieux hommes de 1848, les héritiers de la philosophie sociale de M<sup>me</sup> Sand et de la phraséologie de Lamartine,

– Je suis concitoyen de tout homme qui pense ;  
La liberté, c'est mon pays ! –

les amis de la paix, ceux qui voudraient voir l'Anglais et le Français, le Slave et le Germain, l'Espagnol et l'Américain, le nègre et le Chinois vivre ou s'aimer entre eux comme « des frères » ; et je rends d'abord un sincère hommage à la générosité de leurs intentions. Mais je crois qu'ils se trompent et si je ne pense pas, avec une contraire école, que « la guerre soit divine », je ne pense pas non plus, Messieurs, que la paix soit le premier des biens. Non, je ne le pense pas ! Et de grands philosophes, qui n'étaient cependant ni sanguinaires ni belliqueux, ne l'ont pas pensé davantage ; et l'un d'eux, – c'est Kant, Emmanuel Kant, le plus pacifique des hommes, – n'a même pas craint d'écrire, il y a quelque cent ans, que, au « degré de civilisation où le genre humain était arrivé, la guerre était un moyen indispensable de l'élever plus haut <sup>2</sup> ». Les amis de la paix ne veulent voir dans la guerre, – et sans rien dire de tant d'autres maux dont elle est la cause, – qu'un moyen d'asservissement des masses : Kant, lui, y a vu, au contraire, la condition même de leur indépendance ou de leur liberté, croissante. À qui, Messieurs, je vous le demande, à qui, de Kant ou de ses contradicteurs, les guerres de la Révolution française et du premier Empire ont-elles donné raison ? Il faudrait encore examiner si la guerre, ou plutôt la menace de la guerre, non pas urgente, mais toujours possible, n'est pas la condition de certaines vertus ; et c'est ce que tendrait à prouver, par les contraires, l'exemple de la Chine, cette démocratie pacifique et cette hiérarchie de mandarins, où l'horreur de la guerre et le mépris du « militarisme » ne semblent avoir finalement abouti qu'à l'immobilité dans la corruption. Et généreux, sans doute, je le répète, ou même louable en son principe, l'*internationalisme* humanitaire a-t-il songé que son effet le plus sur serait de faire descendre les groupements nationaux au rang d'un syndicat, ou, si je puis ainsi dire, d'un simple « conglomérat » d'intérêts matériels ? Mais nous ne vivons pas, Messieurs, nous ne

pouvons pas vivre uniquement d'affaires, d'industrie ou de commerce, de littérature même ou d'art ; – et l'histoire est là pour prouver ce qu'il en a coûté aux peuples qui l'ont cru.

C'est ce qu'il ne faut pas se lasser de dire ou d'essayer de faire entendre à d'autres *Internationalistes*, qui sont les *Internationalistes* socialistes ou collectivistes. Pour ceux-ci, vous le savez, il ne s'agit plus de procurer, aux hommes en général, les bienfaits de la paix, mais plutôt d'assurer à quelques-uns d'entre eux, – qui sont les prolétaires, ou plutôt les ouvriers de la grande industrie, – quelques conditions d'existence qui passent présentement pour rendre la vie heureuse, ou tolérable : la journée de huit heures ; le repos du dimanche ; le salaire minimum ; et une retraite pour leurs vieux jours. Cela, d'ailleurs, est-il économiquement possible ? Messieurs, je vous en laisse juges, et vous vous y connaissez certainement mieux que moi. Ces revendications me paraissent légitimes : je vous laisse à juger ce qu'elles ont d'utopique ou de réalisable. Permettez-moi seulement d'observer que, si la patrie n'a pas son fondement ou sa raison d'être dans son utilité, son intérêt est pourtant de procurer toujours à tous ses citoyens de nouvelles raisons de l'aimer ; et ceci, je crains que, depuis cent ans, la bourgeoisie française ne l'ait quelquefois oublié. Mais résulte-t-il de là que « la patrie soit et doive être rationnellement indifférente au prolétaire » ? Non ! et vous ne le persuaderez pas à ces prolétaires eux-mêmes. Quelque principe de groupement, professionnel ou autre, que l'on essaye de substituer à l'idée de patrie, un secret et sûr instinct les avertira toujours qu'on ne change pas de condition en changeant de contrainte ; et, jusqu'ici, c'est tout ce que l'on leur offre. Ils se rendront compte que la patrie, qui, de toutes les associations, est la plus naturelle, en est également la plus douce et la plus libérale, et aussi la plus large. N'est-elle pas, en effet, la seule, avec la religion, où la pensée des morts continue de se mêler aux résolutions des vivants ? la seule encore qui prolonge notre activité personnelle au-delà des bornes de notre existence ? Et c'est pourquoi, Messieurs, l'*Internationalisme* socialiste ou collectiviste se trompe, – et se trompe à son détriment, – quand il fait de la diminution ou de l'affaiblissement de l'idée de patrie ce que j'appellerai la préface de ses revendications ultérieures. Il en anéantit l'instrument nécessaire. Et lui-même,

agissant contre son propre intérêt, il se dépouille ou il se désarme du plus sûr moyen qu'il ait de les faire triompher <sup>3</sup>.

Vous parlerai-je, maintenant, d'une troisième sorte d'*Internationalistes*, qu'en vérité je ne sais de quel nom plus précis je pourrais désigner ? Ce sont ceux qui ne voient dans l'idée de patrie rien que de transitoire, d'instable, et, selon les temps ou les lieux, rien que de divers ou de perpétuellement changeant. Vous entendez d'ici leur argumentation : « Qu'est-ce que la patrie, disent-ils, pour un homme noir ou pour un homme rouge, pour un nègre du Soudan, pour un Indien de l'Amazone ? Son terrain de culture, sa réserve de chasse ! Et pour un Chinois ou pour un Annamite ? Leur attache instinctive et comme animale à la terre natale. Parcourons l'histoire : l'Égyptien et le Juif, le Babylonien, le Persan ont-ils conçu la patrie comme le Grec ou le Romain ? Et nous-mêmes, aujourd'hui, Français de France, Anglais ou Allemands, Espagnols ou Italiens, la concevons-nous à la manière du Romain ou du Grec ? Le même mot n'a donc pas toujours eu le même sens dans l'histoire. Des races entières l'ont ignoré. Chez celles qui l'ont connu, on l'a vu d'âge en âge qui changeait non seulement de signification, mais, à vrai dire, de contenu ; et qu'en faut-il enfin conclure, sinon qu'il n'exprime point un besoin primordial, permanent et nécessaire de l'humanité <sup>4</sup> ? »

Mais quel raisonnement, Messieurs ! Et si peut-être l'idée de patrie a changé quelquefois en sa forme, qui ne sait, et quel enfant de l'école primaire ne répondrait qu'elle est toujours demeurée la même en son fond ? Non, Messieurs, – l'histoire est là pour nous l'apprendre, – non, la Grèce entière, au lendemain de Marathon, n'a pas tressailli d'une moindre allégresse que la France révolutionnaire au lendemain de Jemmapes ! et non, Messieurs, au lendemain de Sedan ou de Waterloo, la France impériale ne s'est pas sentie moins cruellement atteinte, ni d'une autre manière, que la Rome républicaine au lendemain de Trasimène ou de Cannes ! Qu'est-ce à dire ? sinon qu'en dépit de toutes les modifications de surface, et de tous les sophismes qu'on emploie pour en exagérer l'importance, il y a toujours eu quelque chose d'identique à soi-même, et par conséquent de fixe, dans le concept de patrie. C'est même ce que nos beaux esprits en ont appelé quelquefois l'étroitesse. Elle emprisonne leur liberté de penser ! Leur

intellectualisme étouffe dans ses limites ! Et n'osant pas toutefois l'attaquer trop ouvertement, c'est alors qu'ils en ont cherché des moyens plus obliques, et, les ayant trouvés, c'est ici qu'ils sont devenus et qu'ils sont vraiment dangereux.

Quand ils ont donc vu que ni les finesses de leur érudition, ni la félicité qu'ils promettaient à ceux qui les écouterait, ni l'illusion de la paix perpétuelle ne réussissaient à triompher de l'idée de patrie, ils ont alors changé de tactique. Patiemment, – et sans déclarer un dessein dont aussi bien quelques-uns d'entre eux n'avaient peut-être pas une conscience très claire, – ils ont essayé de défaire le travail des siècles. L'une après l'autre, ils ont entrepris de détruire toutes les traditions qui sont comme les racines de l'idée de patrie. Ils se sont efforcés, en deux mots, de dénaturer l'âme française. Et vous me direz, Messieurs, qu'ils n'y ont pas jusqu'à présent réussi davantage. Mais, prenez-y garde ! quand ils n'y devraient jamais réussir, – et je l'espère bien pour ma part, – ce n'est jamais pourtant sans affaiblir étrangement un grand peuple que l'on essaie de briser les liens qui le rattachent à son propre passé. « Vous êtes appelé à recommencer l'histoire », s'écriait un jour Barrère à la tribune de la Convention nationale. Mais on ne « recommence » pas l'histoire, pas plus qu'on ne « recommence » la vie ; c'est tout au plus si on les renouvelle et on ne les renouvelle qu'en les continuant. C'est à quoi la tradition nous sert, et c'est pourquoi les pires ennemis de l'âme française sont les ennemis de la tradition.

## II

Dans une occasion récente, quand nous avons formé la *Ligue de la Patrie française*, et annoncé notre ferme propos de maintenir, autant que nous le pourrions, les traditions qui sont, à notre avis, celles de ce pays de France, on nous a demandé, non sans quelque intention d'ironie, ce que c'étaient que ces traditions ? où nous les prenions ? comment nous les définissions ? et, par hasard, si nous nous flattions de ramener la France du XX<sup>e</sup> siècle aux institutions

de saint Louis, de Charlemagne ou de Clodion ? Non ! ce n'est pas ainsi que nous l'entendons. La tradition, pour nous, ce n'est pas ce qui est mort, c'est, au contraire, ce qui vit ; c'est ce qui survit du passé dans le présent ; c'est ce qui dépasse l'heure actuelle ; et de nous tous, tant que nous sommes, ce ne sera, pour ceux qui viendront après nous, que ce qui vivra plus que nous <sup>5</sup>. Et cette tradition, pour la caractériser, ce n'est pas, Messieurs, à saint Louis que nous remontons, ni à Charlemagne, ni à Clodion, c'est plus haut encore dans l'histoire ; c'est bien plus haut ! C'est jusqu'aux Gaulois, c'est jusqu'à César ; c'est au-delà même de César ; c'est jusqu'à celui qui a dit : *Duas res pleraque Gallia industriossime prosequitur, rem militarem et argute loqui*. « Presque tous les Gaulois s'appliquent avec autant de succès que de persévérance à deux choses, qui sont l'art de la guerre et celui de la parole. » Nous avons une « tradition militaire » ; nous avons une « tradition littéraire » et « intellectuelle » ; et nous avons aussi, depuis que le christianisme a paru dans le monde, une « tradition religieuse ». « *Natio est omnium Gallorum*, disait déjà César, *admotum dedita religionibus* <sup>6</sup>. »

Une « tradition militaire » ! oui, nous avons une « tradition militaire » ; et, en la soutenant de tout notre pouvoir, nous avons la prétention de n'être ni plus « réactionnaires », ni moins « républicains », que ceux qui la renient ou qui la méconnaissent. Nous voulons seulement continuer d'être une nation. Or, Messieurs, que les amis de la paix à outrance le regrettent, s'ils le veulent ! et qu'ils s'épanchent en déplorations pathétiques ou niaises ! Leurs élégies ne feront pas, ni leurs idylles, qu'en tout temps et par tout pays il ne se soit formé de *nation* qu'autour et par le moyen d'une *armée nationale*. Cela est vrai, vous le savez, de l'Italie contemporaine ; cela est vrai de l'Allemagne impériale ; cela est vrai même des Républiques ; et, – si nous avons l'esprit plus libre en ce moment, si nous l'avions surtout, et d'une manière générale, plus attentif à ce qui se passe dans le monde, – c'est la leçon, une des leçons que nous aurions tirées des récents événements d'Amérique <sup>7</sup>. Mais combien cela, Messieurs, n'est-il pas encore plus vrai de notre France ! C'est une dynastie militaire qui nous a fait notre ancienne France et, à la fin du dernier siècle, – ai-je besoin de vous le rappeler ? – la Révolution n'a précisément



achevé l'unité française, elle ne s'est elle-même sauvée de la ruine, et la France avec elle, qu'en devenant militaire. J'en atteste ici, Messieurs, sur cette terre de Flandre, les souvenirs héroïques de l'armée de Sambre-et-Meuse ! C'est pour cette raison, Messieurs, que nous tenons à notre « tradition militaire », parce que nous savons qu'elle est en quelque sorte adéquate à la formation de la patrie française ; c'est pour cela que je n'ai pas craint d'appeler notre armée « le lien de notre unité nationale » ; et c'est pour cela, gens d'étude ou de cabinet, qui ne sommes pourtant point des « buveurs de sang », ni des césariens, ni des courtisans de la force, c'est pour cela que, dès qu'on attaque l'armée, nous sentons tout notre être en nous se soulever d'un mouvement de révolte.

Est-ce à dire, Messieurs, – comme on nous en accuse avec autant de mauvaise foi que d'emphase, – est-ce à dire que nous prétendions faire de l'armée nationale une caste ? une force de fait dans l'État de droit ? un pouvoir dont les actes échapperaient à la juste autorité des lois ? Encore une fois, ceux qui le disent n'en croient rien eux-mêmes, et ils essayent vainement de se le persuader ! Mais ce qui est vrai, et ce qu'ils peuvent donc nous reprocher, s'ils en ont le triste courage, c'est que nous ne pensons pas avec eux que le militaire soit un « fonctionnaire » comme un autre, ni que la maigre solde qu'on lui donne nous acquitte envers lui. C'était peut-être ainsi qu'on pensait à Carthage ou à Byzance ; mais cela n'est en vérité ni dans la « tradition française », ni dans la « tradition militaire ». Et qu'on ne travestisse pas ici notre pensée ! Il n'est pas question de savoir ce que deviennent parfois les militaires dans les longs loisirs d'une garnison pacifique ! Mais nous disons qu'on ne se fait pas militaire sans quelque esprit d'audace ou de générosité. Nous disons qu'il en coûte à tout homme, et particulièrement à tout Français, de se soumettre aux exigences de la discipline militaire, et qu'il n'y réussit qu'à force d'abnégation ou de dévouement. Nous disons qu'on ne se résigne pas, sans quelque esprit de sacrifice, à se désintéresser, quarante ans durant, de tout espoir de fortune ou d'indépendance pour ne trouver, au bout de ces quarante ans, qu'une mort souvent horrible ou une retraite inglorieuse. Et, sachant tout cela, nous ne nous soucions pas, Messieurs, de quelques exceptions, mais nous croyons qu'il est bon, nous croyons qu'il est juste, nous croyons qu'il est conforme à nos « traditions »

de rendre en gratitude et en égards à nos officiers ce que ni l'argent, ni les honneurs, ni les croix ne sauraient jamais payer. Non, vraiment, nous n'admettons pas que le métier militaire soit un métier comme un autre et, le jour où nous l'admettrions, nous disons qu'il y aurait quelque chose de changé dans l'âme française<sup>8</sup> ! Nous avons toujours su distinguer jusqu'à présent une armée d'une *garde nationale* ; et qui ne sait, Messieurs, qui ne sent qu'il importe, non seulement à notre dignité, mais à notre intérêt même, que nous ne perdions pas le sentiment de cette distinction ?

*Si vis pacem, para bellum*, disait un vieil adage, et on peut dire aujourd'hui quelque chose de plus. Une armée forte et respectée n'est pas seulement la garantie de la sécurité des nations ; il se pourrait, Messieurs, qu'elle fût encore la principale condition de la prospérité matérielle des États. Quel est donc l'utopiste ou l'économiste naïf qui s'est avisé, le premier, de traiter les armées de « classe improductive » ? et le mot, vous le savez, n'a fait ou semble faire nulle part plus de fortune qu'en Angleterre. Cependant, aujourd'hui, Messieurs, cette même Angleterre, – la puissance pacifique, dit-on, industrielle, commerciale entre toutes, – n'en est pas moins, de toutes, celle aussi dont le budget militaire est le plus élevé, plus élevé que le nôtre, plus élevé que celui de l'Allemagne. Sa flotte lui coûte près de 700 millions de francs, et c'est à ce prix qu'elle est l'Angleterre. Songeons encore à l'Allemagne, et demandons-nous à quelle cause est dû le prodigieux essor de son commerce et de son industrie depuis une trentaine d'années ? Mais rappelons-nous plutôt notre propre histoire, le temps de Louis XIV, par exemple, l'époque de Nimègue, ou les années récentes encore du second Empire ? – Quelle est d'ailleurs la nature de cette relation entre la prospérité matérielle et la force militaire, Messieurs, je ne saurais le dire ; je constate seulement qu'elle existe ; et, sans doute, parce que nous le sentons tous confusément, c'est une encore des raisons que nous avons de demeurer fidèles à notre « tradition militaire ». Nos intérêts sont ici d'accord avec le soin de notre gloire. La préparation de la guerre entretient « les arts de la paix ». Et l'une des opinions, je ne veux pas dire les plus fausses, mais les moins prouvées qu'il y ait, c'est que, si nous diminuions notre État militaire, notre prospérité s'accroîtrait tout

aussitôt d'autant. Je persiste, pour ma part, à penser justement le contraire.

Mais ce n'est pas seulement à notre « tradition militaire », c'est à notre tradition « littéraire » ou « intellectuelle » que s'attaquent, depuis tantôt cent ans, les ennemis de l'âme française, et à cet égard, Messieurs, je doute qu'on trouvât dans l'histoire un seul peuple qui ait fait le même et prodigieux effort que nous, pour abolir en lui jusqu'à la mémoire de son propre passé. Les peuples qui n'ont pas d'histoire essayent de s'en faire une<sup>9</sup> et nous, quand nous n'affectons pas d'ignorer la nôtre, nous ne l'étudions que pour y chercher des raisons de nous en détacher. Jamais Russe, assurément, ne parla de Pierre le Grand, jamais Allemand de Frédéric, jamais Anglais d'Élisabeth ou même d'Henri VIII, comme nous faisons de Louis XIV ou de Napoléon. À qui, Messieurs, croyons-nous que cela profite ? Nous flattons-nous peut-être de détruire en nous notre hérédité ? Quel bien nous imaginons-nous qu'il nous en revienne ? Et si, par malheur, nous y réussissions, nous serions-nous donc proposé de devenir un peuple de contrefacteurs ? C'est ce qu'il y a lieu de se demander quand on voit la fureur d'imitation dont nous sommes possédés ; l'admiration que nous professons pour « la supériorité des Anglo-Saxons » ; et les tentatives, qu'à la vérité nous ne faisons pas, mais qu'on nous conseille de faire, pour nous approprier leurs mœurs.

À Dieu ne plaise, Messieurs, que je méconnaisse ici les grandes qualités des Anglo-Saxons ! Les Anglo-Saxons, dans l'histoire, sont, comme l'on dit, une rare espèce d'hommes, et je voudrais de tout mon cœur que notre fortune en ce siècle eût ressemblé à la leur. Oui, certainement, je voudrais que nous eussions fait l'économie de nos huit ou dix révolutions ! et que nos institutions fussent aussi respectées de nous-mêmes ; nos nuances aussi bien administrées ; nos colonies aussi prospères que les leurs ! Mais de quoi je ne suis pas sûr, c'est qu'ils ne doivent pas aux circonstances quelques-unes de leurs qualités<sup>10</sup> ; et les plus éminentes ou les plus rares d'entre elles, à la ténacité de ce que l'on peut bien appeler leur nationalisme. Les Anglo-Saxons, plus heureux que nous en ce moment, et plus favorisés de la fortune, nous sont-ils supérieurs ? Je n'en sais rien ; je ne le crois pas ; quelque chose en moi se refuse à le croire. Mais cette « supériorité », s'il me fallait la reconnaître,

je dirais hardiment et je montrerais aisément qu'ils la doivent surtout à ce qu'ils sont, toujours et en tout, demeures des Anglo-Saxons <sup>11</sup>. Ce qu'ils sont, et quoi qu'ils soient, défauts et qualités mêlés et compensés, ils le sont pour avoir mis à l'être une orgueilleuse obstination ; et, si nous voulons les imiter, la manière n'en est pas de les copier servilement, ni de démarquer, pour ainsi dire, leurs habitudes, mais d'être nous comme ils sont eux, Français comme ils sont Anglais ; de persévérer dans la direction, d'abonder dans le sens de notre propre histoire ; et ainsi, d'ajouter un anneau d'âge en âge à la chaîne de nos traditions.

C'est ce que n'ont pas compris, Messieurs, ceux qui ont travaillé depuis cent ans, qui travaillent toujours à déplacer le centre de notre histoire littéraire, et, en vérité, comme s'ils voulaient se faire pardonner par l'Europe la pacifique, heureuse et bienfaisante domination que nos écrivains ont jadis exercée sur elle ! Que de choses, Messieurs, n'aurais-je pas à dire là-dessus, si c'était aujourd'hui le temps, et ici le lieu de faire le critique ou le professeur de littérature ! et j'ai beau les avoir vingt fois dites, je les crois si profondément que je ne désespérerais pas de vous les dire encore, d'une façon nouvelle. Mais un témoin plus désintéressé vous les dira sans doute bien plus éloquemment, et puisque la mode est aux Anglo-Saxons, je me contenterai de vous remettre sous les yeux une page de Carlyle <sup>12</sup>.

« L'Angleterre, avant longtemps, écrivait-il en 1840, ne contiendra qu'une petite fraction des Anglais, et en Amérique, dans la Nouvelle-Hollande, à l'est et à l'ouest, et jusqu'aux antipodes, il y aura un Saxonnat couvrant de grands espaces du globe. Et maintenant, qu'y a-t-il qui puisse retenir tous ces hommes ensemble dans une nation virtuellement une ? Ceci est justement regardé comme le plus grand problème pratique, comme la chose que toutes sortes de souverainetés et de Parlements ont à accomplir ; qui est-ce qui accomplira ceci ? C'est un roi anglais, et un roi que ni temps, ni hasard, ni combinaisons de Parlements ne sauraient jamais détrôner. Ce roi Shakespeare, souveraineté couronnée, est-ce qu'il ne brille pas sur nous tous comme le plus noble, le plus doux, et pourtant le plus fort des signes de ralliement. Nous pouvons l'imaginer comme rayonnant d'en haut sur toutes les nations d'Anglais dans mille ans d'ici. Oui, de Paramatta, de

New York, en quelque lieu et sous quelque sorte de constable de paroisse que vivent des hommes anglais et des femmes anglaises, ils se diront les uns aux autres : « Oui, ce Shakespeare est à nous ; nous l'avons produit, nous parlons et nous parlons et pensons par lui ; nous sommes de même race et de même sang que lui. »

En Amérique, à Baltimore, quand il m'est arrivé de lire un jour ce passage de Carlyle, j'aurais voulu, Messieurs, que vous vissiez le frémissement de l'auditoire, et l'émotion profonde avec laquelle il se reconnaissait et se sentait glorifié lui-même dans cette apothéose de Shakespeare. Mais, quelques jours plus tard, à Montréal et à Québec, il m'était donné d'avoir sous les yeux le même spectacle, et l'unique différence était que je ne parlais point de Shakespeare, mais de La Fontaine et de Molière, de Racine et de Corneille, de Pascal et de Bossuet. Eux aussi, ces Français-Canadiens, d'esprit français, cette tradition française, qu'ils ont souvent peine à reconnaître dans notre littérature contemporaine, ils la retrouvaient dans nos grands écrivains du XVII<sup>e</sup> siècle, et, sujets fidèles et dévoués de l'Angleterre, c'était pourtant *le Cid* et c'était *Andromaque*, c'étaient les *Sermons* de Bossuet et les *Pensées* de Pascal qui réveillaient dans le fond de leur cœur le souvenir de leurs origines. Messieurs, serons-nous moins Français qu'eux ? Apprendrons-nous d'eux ce que nous nous devons ? Et ne comprendrons-nous pas que tout ce que l'on essaye d'ôter à la gloire de ces grands hommes et de leur siècle, hélas ! ce n'est pas à eux qu'on l'enlevé, mais à nous, et vraiment à l'âme française ?

Car pour ne rien dire de leurs autres qualités, – et si nous mettons seulement quelques épicuriens à part, – ce que leurs œuvres à tous nous enseignent, c'est l'action ; et leur prose ou leurs vers nous sont des sources d'énergie<sup>13</sup>. Ils n'ont pas écrit pour écrire, ni pour réaliser un rêve de beauté solitaire, mais pour agir, et, selon l'expression de l'un d'eux, pour travailler au « perfectionnement de la vie civile ». Vous savez s'ils y ont réussi ! La théorie d'art qu'ils ont le moins comprise, et dont l'incompréhension les a quelquefois rendus sévères pour quelques-uns de leurs devanciers, c'est la théorie de l'art pour l'art. Ils ont cru que la parole nous avait été donnée pour exprimer des idées, et les idées pour servir de lumière ou de guide à la conduite. C'est par là qu'ils ont assuré, si je puis ainsi dire, la diffusion ou le

rayonnement de l'âme française dans le monde. Et d'autres après eux sont venus, à qui ni la popularité, ni la gloire n'ont manqué, ni le génie peut-être, mais combien moins Français ! Retournons donc à eux, tous ensemble, ou plutôt, non ! et, pour éviter ici toute équivoque, n'y retournons pas : c'étaient des hommes de leur temps, et nous sommes les « gens de maintenant ». Mais souvenons-nous qu'ils sont les modèles ; que, s'il existe une conception vraiment sociale, vraiment humaine, de l'art, ils l'ont réalisée pleinement ; et que, avant eux ou depuis eux, nous avons eu peut-être de plus grands écrivains, – je ne le crois pas, mais peut-être ! – nous n'en avons pas eu de plus nationaux, et les plus nationaux après eux seront ceux qui en approcheront le plus <sup>14</sup>.

Je ne sais, Messieurs, si je me fais bien entendre ! La matière est difficile et la distinction délicate. Je ne conseille certes à personne de s'enfermer en soi ni dans les frontières de son propre pays ; je n'oppose point de douanes à la circulation de l'esprit ; je suis curieux autant que personne de ce qui se passe ou de ce qui se dit, de ce qui se pense ou de ce qui s'écrit hors de France. Nations de l'ancien ou du nouveau monde, nous vivons désormais tous en spectacle à tous ; et rien d'étranger ne saurait nous être indifférent ; et je m'en félicite. Mais, Messieurs, permettez-moi cette comparaison familière, on ne se nourrit, on ne profite que de ce que l'on s'assimile, ou, si vous l'aimez mieux, que de ce que l'on transforme en sa propre substance. Il ne faut donc point essayer de nous faire une âme russe ou une âme suédoise, mais, des qualités de l'âme suédoise ou de l'âme russe, il faut retenir celles qui peuvent servir à l'enrichissement de l'âme française. Ainsi, jadis, nos pères ont-ils fait des qualités de l'âme espagnole ou de l'âme italienne <sup>15</sup>. Ils en ont pris ce qu'ils en pouvaient prendre, et ils l'ont, pour ainsi parler, francisé. Mieux que cela ! la connaissance de l'étranger ne leur a servi que d'un terme de comparaison, pour apprendre à se mieux connaître eux-mêmes <sup>16</sup>, et, chose remarquable que j'aimerais à développer, toutes les fois qu'ils ont essayé de faire davantage la mode a bien pu les soutenir un moment, mais ils ont finalement échoué ; il n'a survécu qu'un vague souvenir de leur tentative, qui n'intéresse que les érudits ; et c'est un admirable exemple de ce que je vous disais tout à l'heure, que la tradition ne se compose pas de tout le passé, mais de ce qui en survit, et il n'en

survit que ce qui est soi-même conforme ou analogue à une tradition antérieure.

C'est également ce qu'il faut dire de notre « tradition religieuse », à laquelle j'arrive maintenant, et qui n'est, vous le savez, ni la moins attaquée, ni, cependant, la moins nécessaire, la moins indispensable de nos traditions. Au siècle dernier, quand nos philosophes et nos encyclopédistes ont essayé de nous « déchristianiser », avaient-ils bien calculé toutes les conséquences de leur entreprise ? et, s'ils ont eu conscience de ce qu'ils enlevaient à « l'âme française », se sont-ils demandé comment ils le remplaceraient ? Car, en politique, ainsi qu'ailleurs, on ne détruit guère que ce que l'on remplace. Et, Messieurs, remarquez-le bien, je ne parle ici de notre « tradition religieuse », ni en croyant, ni en moraliste, mais seulement en historien et en observateur. Il n'est question ni de la vérité de la religion, ni du « besoin de croire », ni de ce que le catholicisme peut avoir en soi de plus conforme à l'âme française que le protestantisme. Je me suis expliqué sur tous ces points en d'autres occasions, et je ne veux point y revenir ce soir. Mais ce que je constate en fait, et dans l'histoire, c'est que, dans le monde entier, de même que le protestantisme c'est l'Angleterre, et l'« orthodoxie » c'est la Russie, pareillement la France, Messieurs, c'est le catholicisme. Ce que je constate, en fait et dans l'histoire, c'est que, depuis douze ou quinze cents ans, ce rôle de nation protectrice et propagatrice du catholicisme a été celui de la France. Ce que je constate, en fait et dans l'histoire, c'est que, si nous avons, nous, rendu de grands services au catholicisme, le catholicisme nous en a rendu peut-être davantage ou de plus grands encore. Et ce que j'en conclus enfin, c'est que, tout ce que nous ferons, tout ce que nous laisserons faire contre le catholicisme, nous le laisserons faire et nous le ferons au détriment de notre influence dans le monde, au rebours de toute notre histoire, et aux dépens enfin des qualités qui sont celles de l'« âme française <sup>17</sup> ».

Écoutez cette voix qui nous vient d'Amérique : « L'avenir catholique de la France est du plus grand intérêt pour l'Église catholique entière. Sachez-le bien, au fond de l'Amérique, nous vous regardons, nous catholiques, pour tirer de vous des leçons, des inspirations, et les non-catholiques, pour voir ce qui vous manque

et pour blâmer l'Église catholique des fautes qui se commettent en France.

Car la France se dit la fille aînée de l'Église ; elle a donc le devoir avec l'honneur. Et si la France faiblit dans sa mission, l'Église catholique souffre, et on nous dit, à nous catholiques d'Amérique : « Eh quoi, vous voulez que l'Amérique soit catholique ! Et qu'est-ce qu'on fait dans ce pays de la France, cette fille aînée de l'Église ? » Ainsi s'exprimait, il y a quelques années, l'archevêque de Saint-Paul du Minnesota, M<sup>gr</sup> Ireland ; et, si j'ai choisi son témoignage entre tant d'autres, c'est qu'aucun de nos républicains ou de nos démocrates ne saurait se dire, avec plus de droits que l'archevêque de Saint-Paul, ami du peuple et de la liberté <sup>18</sup>.

C'est, au surplus, – et je considère ceci comme un grand gain, – ce que commencent à reconnaître nos hommes politiques eux-mêmes, à l'exception de ceux qui opèrent dans les colonnes du *Siècle*, de *l'Aurore* ou du *Radical*. Tous les ans, à la même époque, si nous voyons toujours quelque député monter à la tribune pour y demander la suppression de l'ambassade de France auprès du Vatican, ou je ne sais quoi d'analogue, et profiter de l'occasion pour y étaler la splendeur de son ignorance, nous voyons aussi qu'on le laisse faire, sans prendre seulement la peine de lui répondre ; et finalement on vote comme s'il n'avait rien dit. Tout récemment, le voyage de l'empereur d'Allemagne en Orient a ému non seulement les indifférents et les sceptiques, mais les libres penseurs eux-mêmes ; des yeux fermés se sont ouverts ; et on a compris qu'il y avait au moins un lieu du monde où la France ne pouvait cesser d'être catholique sans cesser d'être la France. Il y en a un autre, – qui est le Canada, – où le catholicisme est la condition même de ce que nous pouvons exercer encore ou reconquérir de pacifique influence ; et il semble que nos hommes d'État commencent à s'en douter. La rentrée des jésuites en Allemagne nous servira-t-elle également de leçon ? et comprendrons-nous ce que l'« âme française » risquerait de perdre à la suppression de la liberté d'enseignement ? Je le souhaite ! comme aussi que nous comprenions ce que nous devons à nos missionnaires, et que, s'ils nous ont créé parfois des embarras, la vérité n'en est pas moins que, partout où l'ardeur de leur foi les emporte, c'est, avec le catholicisme, le respect et l'amour de la France qu'ils plantent.



Il ne restera plus alors à faire qu'un dernier pas ; et, quand nous serons tout à fait « convaincus », si nous ne le sommes pas encore, que, comme disait l'autre, « l'anticlérisme n'est pas un article d'exportation », nous nous apercevrons peut-être que le mal que l'anticlérisme ferait à la France du dehors, il le fait, il continue de le faire tous les jours à la France du dedans.

On nous a demandé quelquefois, Messieurs, – à nous qui nous arrêtons respectueusement au seuil de la croyance, mais qui serions désolés de scandaliser les croyants et qui regrettons amèrement de ne pas partager leur foi, on nous a donc demandé si nous voulions ce qu'on appelle une religion pour le peuple. Non, Messieurs ! C'est Voltaire qui voulait une religion pour le peuple, et nous ne sommes ni Voltaire, ni surtout Homais, le pharmacien ; car Voltaire, aujourd'hui, sous le nom de Ranc ou de Guyot <sup>19</sup>, c'est Homais. Nous voulons seulement épargner à ceux qui ne les connaissent point les sécheresses du doute ; nous voulons que l'on ne mette pas leurs espérances au hasard et comme à la merci d'une fantaisie métaphysique ; nous voulons qu'ils sachent enfin que, quand on leur offre les vaines satisfactions de la science en échange de leur foi, on leur ment. Mais ce qui nous paraît monstrueux, c'est que l'on soit chrétien à Jérusalem et à Constantinople, ou que l'on en joue le personnage, et que l'on continue d'être « agnostique » ou libre penseur à Paris. Nous ne voulons pas d'une religion pour le peuple ! mais nous n'en voulons pas non plus d'une pour le commerce ou pour l'exportation. Ce qui est bon pour étendre, pour soutenir, pour fortifier dans le monde l'influence de la France, ne saurait être mauvais ou seulement moins bon en France. Il faut avoir jusqu'au bout le courage de nos intérêts ! Nous ne l'aurons, en fait de religion, que le jour où nous cesserons d'attaquer et de persécuter chez nous ce que nous faisons profession de défendre et de protéger ailleurs ; le jour où nous n'essayerons plus de déraciner de l'âme française une tradition qui fait sa force ; et nous rentrerons ainsi, Messieurs, en même temps que dans la franchise, dans la vérité du fait et dans la direction de toute notre histoire. Car on peut bien être musulman, on peut être Israélite, on peut être libre penseur, on peut être protestant et « Français », mais on ne peut pas être ensemble « idolâtre et chrétien », je veux dire Français et « anticatholique <sup>20</sup> ».

Telles sont, Messieurs, quelques-unes des traditions que je regarde comme essentielles à « l'âme française ». Religieuse, intellectuelle, ou militaire, – elles remontent, vous le voyez, par-delà les commencements de notre histoire, jusqu'aux plus lointaines origines de notre race, et César et Caton nous en sont de sûrs garants. Elles étaient déjà les nôtres quand nous n'étions encore que des barbares et, depuis lors, nous ne sommes devenus la France qu'en les continuant, en les précisant, en les fortifiant d'âge en âge. Aussi ne sont-elles, à proprement parler, ni monarchiques, ni républicaines, mais françaises, uniquement françaises. Elles ne dépendent point des institutions politiques ni de la forme du gouvernement. Elles n'ont point empêché l'ancienne monarchie d'être l'alliée des cantons Suisses ou de la République des États-Unis, et elles n'ont pas gêné la République actuelle pour devenir l'alliée du tsar de Russie. Le meilleur des gouvernements sera toujours celui qui les respectera le mieux. Les meilleures institutions seront celles qui les aideront le mieux à se développer et à se renouveler. Car elles ne sont point étroites, quoi qu'on en puisse dire, ni emprisonnées dans une formule, ainsi qu'en une espèce de geôle ou d'armure d'airain. Elles sont capables de développement, d'évolution ou de progrès, à la manière d'un grand arbre, qu'on ne voit pas, je pense, qui se détache de ses racines, à mesure qu'il grandit et qu'il épanouit jusqu'aux cieux la magnificence orgueilleuse de son feuillage mais, au contraire, et en même temps, ses racines tracent et s'enfoncent plus profondément dans son sol natal. Oserai-je me servir d'une autre comparaison, plus délicate ? Il en est de nos traditions comme des dogmes de la religion. Le centre de vérité ne change point ; mais la longueur du rayon augmente, et, par conséquent, l'étendue de la circonférence ; et, par suite encore, la quantité, la diversité, la complexité de ce qu'elle enveloppe dans sa courbe <sup>21</sup>. Ainsi, Messieurs, en est-il de nos traditions nationales ; et c'est pourquoi ceux-là ne savent pas ce qu'ils font qui s'efforcent de les détruire au nom de je ne sais quelle chimère de progrès, ou, comme ils disent, d'adaptation à des circonstances nouvelles. Non seulement la tradition n'a rien d'incompatible avec le progrès ; mais, au contraire, le vrai progrès, le progrès durable n'est possible qu'en accord avec la tradition, dans le sens de la tradition, et par le moyen de la tradition.

### III

Ceci m'amène, pour terminer, à dire quelques mots d'une autre et dernière espèce d'ennemis de « l'âme française », qui ne sont aujourd'hui ni les moins nombreux, ni les moins écoutés : je veux parler, Messieurs, des *individualistes*. Je vous l'ai déjà dit : les individualistes, ce sont tous ceux qui tirent de ce qu'ils appellent, eux, leur conscience, et de ce que j'appelle, moi, leur orgueil, l'insolente prétention de ne relever en tout que d'eux-mêmes et d'eux seuls ; – ce sont ceux qui, de leur autorité privée, s'érigent publiquement en juges souverains des actions et des pensées des autres ; – ce sont ceux qui ne voient dans l'État, dans la patrie, dans la société, que les serviteurs de leurs vanités ou les instruments de leur ambition ; – ce sont ceux qui se considèrent eux-mêmes comme un monde, ou, si vous l'aimez mieux, comme le centre du monde, et qui, bien avant qu'un professeur de grec, délirant à la fois d'impuissance et de satisfaction de soi, – j'ai nommé Frédéric Nietzsche, – leur en eût donné la formule, pratiquaient, dans la vie quotidienne, la théorie du *Superhomme*, auquel nous devrions, vous et moi, nous tous ici présents, tous les égards, tous les services, tous les respects, et lui, ne nous devrait en retour que de faire du génie avec nos sacrifices <sup>22</sup>. Je ferais, moi, bien plus volontiers, du sacrifice avec son génie !

C'est une chose étrange et lamentable, en vérité, que l'on nous ait presque persuadé, depuis tantôt cent ans, à nous autres Français, que nous manquions d'individualisme. Mais au contraire, Messieurs, si nous souffrons de quelque maladie, c'est d'un excès d'individualisme, et, depuis cent ans précisément, d'une incapacité de sortir de nous-mêmes pour soumettre ou pour subordonner notre vaniteuse personne à des considérations, des exigences et des intérêts qui la dépassent, puisqu'ils la fondent. Oui, c'est de cela que nous souffrons ! et, si nous n'y prenons pas garde, c'est de cela que nous mourrons ! Qu'un grand exemple, à cet égard, nous serve au moins d'enseignement. Il existait naguère, – et à peine aujourd'hui nous en souvenons-nous, – au centre même de notre Europe, un grand peuple, un peuple de héros, un peuple également

renommé pour la libéralité de ses mœurs, la grâce de ses femmes et la bravoure de ses hommes. C'était un peuple fier, et c'était un peuple intelligent. La civilisation occidentale et la chrétienté tout entière lui devaient une éternelle reconnaissance pour leur avoir servi, pendant des siècles, de boulevard contre le Turc. Et si les qualités personnelles des individus qui la composent pouvaient jamais sauver une grande nation de la ruine, laquelle, Messieurs, en aucun temps, eût mieux mérité de ne pas périr que la noble et malheureuse patrie de Sobieski et de Kosciusko ? Elle est morte pourtant, et vous savez de quel mal elle est morte ! C'est l'individualisme qui l'a tuée ! c'est le *liberum veto*, c'est le droit que chacun y avait de s'opposer, lui tout seul, aux résolutions de tous ! Elle n'en est venue où elle ne voulait pas, selon le mot célèbre, qu'à force d'avoir mis son orgueil à faire ce qu'elle voulait. Et si ce n'est pas ici de l'imagination, du raisonnement ou de la dialectique, mais de l'histoire, voulons-nous, à notre tour, Messieurs, devenir la Pologne ? Sachons du moins que nous y marchons ; et alors, oui, si nous le voulons, nous le pouvons, alors encourageons l'individualisme, et tâchons de nous convaincre que le suprême idéal d'un grand peuple est de se dissoudre en une poussière d'hommes, n'ayant entre eux d'autre lieu que celui d'une espèce de compagnie d'assurances, ou d'actionnaires assemblés pour l'exploitation d'une mine d'anthracite, ou d'un gisement de pétrole.

Mais le mal est encore plus profond, et ce n'est pas seulement tout ce qu'il y a de moral, et presque de religieux, dans l'idée de patrie, que les individualistes et l'individualisme sont en train de détruire, c'est, Messieurs, la société même. C'en est le support, si c'est la famille ; et c'en est le lien, si c'est l'idée de solidarité. Tous les observateurs sont unanimes sur ce point. Mal entendu tant qu'on le voudra, mais entendu comme nous voyons qu'on l'entend, l'individualisme est en train de désorganiser la famille, par la ruine insensible de l'indissolubilité du mariage, de l'autorité maritale et du pouvoir paternel. On montrait récemment, dans un livre curieux, que la décroissance même de la population et l'abaissement de la natalité, – non seulement en France, mais ailleurs, et dans le passé comme dans le présent, – étaient en relation directe et constante avec le progrès de l'individualisme. « Le sentiment instinctif ou la volonté réfléchie de la solidarité de l'individu avec

ses contemporains, disait M. Arsène Dumont, fait le patriotisme, le dévouement civique et militaire. Le sentiment instinctif, ou bien, à son défaut, la volonté réfléchie de la solidarité de l'individu avec les générations futures cause la fécondité. La solidarité dans le temps et dans l'espace conclut au même but, qui est la conservation de la race ; l'amour fécond et la vaillance guerrière y sont également indispensables <sup>23</sup>. » Méditons, Messieurs, ces instructives paroles : elles sont d'un « démographe » ; et j'ajoute : elles sont d'un homme avec lequel je n'ai, moi qui vous parle, presque aucune idée de commune ! C'est encore et toujours l'individualisme qui nous a jusqu'ici empêchés de comprendre, en France, le pouvoir et les conditions de l'association, parce que nous pouvons bien avoir le mot sur le bout de la langue, mais nous ne l'avons pas dans le cœur, et nous ne cherchons dans nos groupements qu'un moyen d'en tirer à nous tous les avantages, en en déclinant toutes les charges. C'est l'individualisme qui est responsable de tous les griefs qu'on impute au capitalisme, puisque c'est lui qui l'a même engendré <sup>24</sup>. Que vous dirai-je encore ? Et s'il est, comme je le crois, vraiment coupable de tous ces maux, cela vous touchera-t-il beaucoup, si j'ajoute qu'il nous faut nous en prendre à lui, non pas précisément de la corruption, mais, ce qui est presque plus grave, de la déviation de l'art et de la littérature française contemporaine ?

Oui, Messieurs, cela vous touchera, je l'espère, parce que, vous le savez, ni l'art ni la littérature ne sont des divertissements de mandarins, et parce que, je vous le rappelais tout à l'heure, si jamais il y eut une littérature vraiment sociale, ç'a été la nôtre pendant trois cents ans. L'« âme française », de sa nature, était essentiellement sociable ; et c'est pourquoi l'individualisme, en art comme en littérature, en est la dénaturation. La Révolution française, le romantisme, l'économisme, la morale de la concurrence, l'abandon de nos traditions, la théorie de l'art pour l'art, le dilettantisme, ont fait de nous des individualistes.

Mais nous ne l'étions pas de naissance, ou par destination, si je puis ainsi dire, et nous ne l'avons pas été dans l'histoire. C'est la solidarité qui est ancienne en France, et l'individualisme qui est nouveau. Solidarité et union dans l'indépendance, telle était autrefois la devise de notre pays ; indépendance et isolement jusque sous les apparences de la solidarité, telle est celle qu'on travaille à

faire aujourd'hui triompher. Ai-je raison, Messieurs, de voir, dans ceux qui s'y efforcent, de dangereux ennemis de toute société en général, et de l'« âme française » en particulier ?

Eux et les autres, combattons-les donc, Messieurs, de tout notre pouvoir, et, pour les combattre efficacement, rapprochons-nous et unissons-nous. Les mauvais plaisants (il y en aura toujours) se sont agréablement moqués, dans ces derniers temps, de toutes ces « Unions » et de toutes ces « Liges », que nous avons vues se former. Ils eussent mieux fait de s'en mettre, à supposer que personne eût besoin du concours de quelques boulevardiers, et je vous avouerai que je m'en passe, quant à moi, parfaitement. Mais les meilleures plaisanteries, – et celles que l'on a faites m'ont paru plutôt médiocres, – n'empêcheront pas ce mouvement de produire tôt ou tard d'excellents effets, et, quand nous n'y apprendrions qu'à nous associer, ou à discerner, enfin, plus clairement le principe même et l'objet de toute association, il faudrait encore nous en féliciter <sup>25</sup>.

En effet, quelques personnes ont l'air de croire qu'il faut s'entendre pour s'associer, et moi, je serais tenté de leur dire : Pas du tout ! Non, en vérité, Messieurs, ce n'est pas quand on s'entend que l'on s'associe : on n'en a pas alors besoin ; mais c'est justement quand on ne s'entend pas. C'est quand on est divisé de conditions, d'intérêts, d'opinions, oui, c'est alors qu'on éprouve le besoin de s'associer, pour convenir de quelques points à mettre en dehors des discussions et au-dessus des controverses ; pour définir un objet commun ; pour soustraire au renouvellement des disputes quotidiennes quelques principes ou quelques idées qu'on pose et qu'on s'engage à respecter comme intangibles. C'est ce que nous avons vu se produire dans ces derniers temps, et c'est de quoi j'ose attendre les effets dont je vous parlais. Me sera-t-il permis de dire, en finissant, qu'à nous seuls, ici, nous en formons, ce soir, une tout entière, de ces « Unions » ou de ces « Liges » ? et, je voudrais l'espérer, elle n'est point, de toutes, celle qui recrutera le moins d'adhérents, si je ne vous ai proposé comme signe de ralliement que le respect de la paix sociale, l'amour jaloux de toutes les traditions qui ont fait la France glorieuse dans le passé, et la religion du drapeau,

Des drapeaux du passé, si beaux dans les histoires,  
Drapeaux de tous nos preux et de toutes nos gloires,  
Redoutés du fuyard,  
Percés, troués, criblés, sans peur et sans reproche,  
Et qui dans leurs lambeaux mêlent le sang de Hoche  
Et le sang de Bayard.

Ferdinand BRUNETIÈRE, *Discours de combat*, 1900.

---

<sup>1</sup> Conférence prononcée à Lille pour l'*Union la paix sociale*, le 15 mars 1899.

<sup>2</sup> On ne saurait songer à tout ! – et je n'aurais jamais cru que cette modeste citation d'une phrase authentique de Kant soulevât un si vif émoi dans la troupe studieuse de nos « professeurs de Philosophie ». Est-ce que par hasard ils ne la connaissaient pas, ni même l'opuscule d'où je l'ai tirée ? Mais, plutôt, c'est qu'elle dérangeait un peu l'idée qu'ils s'étaient formée de Kant ; et puis, et surtout, c'est que Kant n'appartient qu'à eux : ils en ont fait leur chose, et ils ne souffrent pas qu'on y touche sans leur permission. En tout cas, on peut le citer, je pense, et voici le passage tout entier :

« Il faut avouer que les plus grands maux qui affligent les peuples civilisés nous viennent de la guerre et non pas tant d'une guerre passée ou présente que des préparatifs permanents aux guerres prochaines, que l'on augmente sans cesse, loin d'y rien diminuer. C'est à cela que les forces de l'État sont employées, c'est pour cela que l'on consume les fruits de la civilisation qui pourraient servir à la perfectionner encore ; c'est une source d'occasions où la liberté est violée ; c'est par là que les soins paternels de l'État se changent, pour quelques-uns de ses membres, en une exigence inexorable et cruelle, et qui cependant est justifiée par la crainte des dangers extérieurs. Mais, ce que deviendraient cette étroite union des classes dans la République, et la multitude des hommes, et ce degré de liberté qui nous est encore laissé, si la guerre, toujours attendue, n'arrachait pas à la volonté des chefs le respect du genre humain, on peut s'en instruire par l'exemple de la Chine, dont la situation est telle qu'on y peut bien craindre une incursion imprévue, mais non un ennemi puissant : il n'y reste plus aucune trace de liberté ; d'où l'on conclura qu'au degré de civilisation où le genre humain est arrivé la guerre est un moyen indispensable de l'élever plus haut et que la paix perpétuelle ne nous serait salutaire qu'après que nous en aurions (qui sait quand ?) atteint le point de perfection, duquel seul cette paix pourrait être la

---

conséquence. À cet égard, nous sommes donc cause nous-mêmes des maux dont nous nous plaignons si amèrement, et le livre saint (la Genèse) a pleine raison lorsqu'il nous montre des peuples, dont la civilisation commençait à peine, devenus incapables de la porter plus loin, et tombés dans une corruption incurable pour s'être réunis trop tôt en un seul corps social, ce qui les affranchissait de toute crainte de la guerre. »

Il n'y a rien de plus clair, on le voit ; et, pour ma part, – n'acceptant pas la théorie de la guerre telle que Joseph de Maistre l'a éloquemment exposée dans ses *Soirées de Saint-Petersbourg*, – je doute si personne a mieux montré que Kant, en ce passage, tout ce que nous devons pourtant à la guerre de « bienfaits » qui n'en compensent point les « maux », je le sais, et j'en conviens, mais qui nous autorisent néanmoins à dire « que la paix n'est peut-être pas le premier des biens ». C'est là-dessus pourtant que mes « philosophes » se sont mis en campagne, sans faire attention qu'en me cherchant ainsi querelle, dans l'intérêt de la vérité, comme je le crois, ils mettaient donc eux-mêmes quelque chose au-dessus du bien de la paix ; et les colonnes du *Temps* (numéros des 28 et 31 mars 1899) se sont emplies aussitôt de leur prose, – et de la mienne

J'y renvoie le lecteur, en me bornant à dire que l'opuscule de Kant, d'où j'ai tiré cette phrase, est date de 1786, et tombe ainsi chronologiquement entre *la Critique de la raison pure* et *la Critique de la raison pratique* : que, dix ans plus tard, en 1795, si Kant a écrit son *Projet de paix perpétuelle*, cela prouve tout bonnement qu'il n'a pas toujours pensé sur le même sujet de la même manière ; et qu'à sa seconde opinion sur « la guerre » si je préfère la première, c'est-à-dire si je la trouve plus juste, plus voisine de la vérité, plus conforme à l'histoire et à la nature, j'en ai absolument le droit.

L'opuscule est intitulé : *Conjectures sur les commencements de l'histoire du genre humain* ; et la traduction, dont j'ignore l'auteur, en a été revue par M. Charles Renouvier, l'homme de France qui peut-être a le mieux connu Kant. On la trouvera dans son *Introduction à la Philosophie analytique de l'histoire*, nouvelle édition, Paris, 1896, Ernest Leroux.

<sup>3</sup> Ce n'est certes pas une médiocre satisfaction, quand on s'adresse à l'opinion socialiste ou collectiviste, que d'avoir avec soi M. Jean Jaurès en personne et de pouvoir lui passer la parole :

« Le socialisme et le prolétariat, – écrivait-il donc dans la *Revue de Paris* du 1<sup>er</sup> décembre 1898, – tiennent à la patrie française par toutes les racines. Dès la révolution bourgeoise, le peuple acculé défendait héroïquement contre l'étranger la France nouvelle ; il y pressentait son patrimoine futur. De plus l'unité nationale est la condition même de l'unité de production et de propriété qui est l'essence même du socialisme. Enfin toute l'humanité n'est pas mûre pour la révolution socialiste, et les nations en qui la révolution sociale est préparée par l'intensité de la vie industrielle et par le développement de la démocratie accompliront leur œuvre sans attendre la pesante et chaotique masse humaine. *Les nations*, systèmes



---

clos, tourbillons fermés, dans la vaste humanité incohérente et diffuse, *sont donc la condition nécessaire du socialisme*. Les briser, ce serait renverser les foyers de lumière distincte et ne plus laisser subsister que de vagues lueurs dispersées de nébuleuse. Ce serait supprimer aussi les centres d'action distincte et rapide pour ne plus laisser subsister que l'incohérente lenteur de l'effort universel. Ou plutôt, ce serait supprimer toute liberté, car l'humanité, ne condensant plus son action en nations autonomes, demanderait l'unité à un vaste despotisme asiatique. *La patrie est donc nécessaire au socialisme.* »

Ce qu'il disait si bien aux lecteurs de la *Revue de Paris*, on se demande, en vérité, pourquoi M. Jean Jaurès ne le dit pas plus souvent aux lecteurs de la *Petite République*.

<sup>4</sup> Telle est bien au fond la thèse de Renan, dans la conférence que nous avons déjà visée ci-dessus. Mais comme il revendiquait (c'était en 1882) le droit de l'Alsace-Lorraine à disposer librement d'elle-même, on n'a pas vu, ou on a feint de ne pas voir ce qu'il y avait d'arbitraire, de peu conforme à l'histoire, et de dangereux, à ruiner ainsi ce qu'il y a d'éternellement subsistant dans l'idée de patrie, pour en faire consister le tout dans un *consensus* passager d'opinions changeantes. Ce serait en effet la justification, non seulement de tous les « fédéralismes », mais, si j'ose ainsi dire, ce serait celle de tous les « séparatismes ». La Vendée de 1793 aurait eu le *droit* de refuser de donner son sang pour une cause qui n'était pas la sienne ; et, s'il plaisait à la Flandre ou à la Picardie de se détacher demain du reste de la France, il leur suffirait d'invoquer la *majorité* des suffrages de la province ! Qui ne voit que c'est ici la négation même de l'idée de patrie ? et comment a-t-on pu s'y méprendre ?

<sup>5</sup> C'est ce que M. Ernest Lavisse disait éloquentement, il y a quelques années, dans un discours sur *l'Enseignement historique en Sorbonne et l'Éducation nationale*.

« C'est à l'école de dire aux Français ce que c'est que la France ; qu'elle le dise avec autorité, avec persuasion, avec amour. Elle mesurera son enseignement au temps et aux forces des écoliers. Pourtant elle repoussera les conseils de ceux qui diront : « Négligez les vieilleries. Que nous importent Mérovingiens, Carolingiens, Capétiens mêmes ? Nous datons d'un siècle à peine. Commencez à notre date. » Bette méthode, pour former des esprits solides et calmes que de les emprisonner dans un siècle de luttes ardentes où tout besoin veut être satisfait et toute haine assouvie sur l'heure !... Ne pas enseigner le passé, mais il y a dans le passé une poésie dont nous avons besoin pour vivre !... Il faut verser dans l'âme du paysan la poésie de l'histoire. Contons-lui les Gaulois et les druides, Roland et Godefroi de Bouillon, Jeanne d'Arc et le Grand Ferré, et tous ces héros de l'ancienne France, avant de lui parler des héros de la France nouvelle... Faisons pénétrer dans son esprit cette idée juste que les choses d'autrefois ont eu leur raison d'être ; qu'il y a des légitimités successives

---

au cours de la vie d'un grand peuple ; et qu'on peut aimer toute la France sans manquer à ses obligations envers la République. »

Le même orateur disait encore, en une autre occasion :

« Ou il faut nier absolument l'existence d'une force morale, la puissance des idées et des sentiments sur les âmes et par conséquent sur l'activité des hommes, ou bien il faut admettre que l'on ajoute à l'énergie nationale, quand on donne à un peuple la conscience de sa valeur, l'orgueil de son histoire. » (*Questions d'Enseignement national*, Paris, 1885. A. Colin.)

<sup>6</sup> Je me rappelle avoir traité ce sujet de « la tradition en général » et développé la même idée, dans un *Discours* adressé aux élèves du collège Stanislas.

<sup>7</sup> C'est ce que semble enseigner l'histoire, et, puisque tout le monde en convient, on m'a donc fait observer que, pour énoncer une vérité aussi banale, ce n'était pas la peine de me transporter de Paris à Lille et d'assembler dans un hippodrome quelques milliers d'auditeurs.

Mais il en est de cette vérité prétendument banale comme de tant d'autres. L'expression seule en est banale ; et, tout en convenant qu'il n'y a pas eu jusqu'ici de « nation sans armée », de fort honnêtes gens travaillent de tout leur pouvoir à faire qu'il y en ait désormais. La campagne qu'on mène, en France et en Italie notamment, contre le *militarisme*, n'a pas d'autre but actuel ni d'autre signification théorique, et, à cet égard, je ne sais lequel des deux est le plus instructif, du livre de M. de Molinari sur *la Grandeur et la Décadence de la Guerre* (Paris, 1898, Guillaumin), ou du livre de M. G. Ferrero *Il Militarismo* (Milano, 1898, Fratelli Treves). En tout cas, il s'agit bien, dans le livre du vieil économiste, comme dans celui du jeune sociologue, de séparer la nation de l'armée ; de réduire la seconde à n'être dans la première qu'un organe ou plutôt un rouage inférieur et subordonné, une administration civile de la défense nationale, dans le genre de l'Administration des Eaux, par exemple, ou des Postes et Télégraphes ; il s'agit d'enlever à l'armée cette opinion ou cette idée d'elle-même, cette conscience de son rôle, qui est la source de toute discipline comme de toute abnégation ou de tout dévouement ; et finalement, en laissant subsister l'apparence ou le décor de l'institution militaire, il s'agit d'en anéantir l'esprit. L'armée, dans ce système, on le voit sans doute, est quelque chose encore de moins que les administrations civiles auxquelles nous la comparions tout à l'heure. On ne la considère, à vrai dire, que comme un « mal nécessaire » dont il faut s'efforcer de restreindre les effets, en attendant qu'on en puisse anéantir le principe. Et on peut bien convenir après cela « qu'il ne saurait y avoir de nation sans armée » ; mais, en le disant, on n'en croit rien ; « c'est une concession que l'on fait aux préjugés » de ses contemporains et, dans le fond de son cœur, on appelle de tous ses vœux la destruction de ces « préjugés ».

---

Ce n'est donc point du tout une vérité si banale que de répéter « qu'il n'y a pas de nation sans armée ». Bien loin d'en être convaincus, beaucoup d'honnêtes gens, trop d'honnêtes gens aujourd'hui, sont persuadés du contraire. (Voyez la suivante conférence, p. 213). C'est à eux que je m'adressais en développant cette formule, et, dans le temps où nous sommes, c'est eux que je voudrais mettre en garde contre les sophismes décevants ou dangereux des « ennemis de l'armée ».

<sup>8</sup> On ne s'explique pas pourquoi la plupart de ceux qui travaillent à ce changement s'en défendent.

<sup>9</sup> C'est ce qui se passe aux États-Unis, où, depuis une vingtaine d'années, on a vu se former je ne sais combien d'associations « patriotiques » d'hommes ou de femmes, dont l'objet est, en premier lieu, de « rassembler les documents de toute nature qui peuvent rappeler le souvenir des fondateurs de l'Indépendance américaine » ; et, en second lieu, de « répandre parmi la jeunesse, *particularly among the youth*, la connaissance de tout ce qui touche à l'histoire nationale, afin de développer, en même temps que le respect des héros de l'histoire d'Amérique, *l'esprit de patriotisme* ». Ce programme est celui des *Dames coloniales d'Amérique*, « la première des sociétés de femmes qui se soit fondée dans cette intention patriotique ». D'autres associations, qui portent le nom de *Filles* ou de *Dames de la Révolution*, n'admettent parmi elles que les femmes dont les « ancêtres » ont jadis rendu comme patriotes, *as a recognized patriot*, quelque service éminent à la cause de l'indépendance. Et j'en trouve enfin de tout à fait « aristocratiques », où l'on n'entre qu'à la condition de dater d'avant l'indépendance, et ainsi de remonter jusqu'aux origines même de la colonisation.

Les sociétés d'hommes sont encore plus nombreuses : *Order of funders and patriots of America*, 1896 ; *Society of Mayflower's descendants*, 1894 ; *Sons of the Revolution*, 1890, – et la date de leur « incorporation » n'est pas moins intéressante à connaître que l'objet de leur institution.

N'est-ce pas comme si l'on disait que, du fond même de la démocratie, la force des choses dégage insensiblement des tendances aristocratiques ? Une noblesse essaye là-bas de se constituer : j'entends une noblesse historique, fondée sur la mémoire et la reconnaissance des services rendus. L'idée gagne et se répand qu'un descendant de Washington ou de Franklin, s'il en existe, a quelques raisons d'être un « meilleur Américain » qu'un Irlandais ou un Allemand débarqués d'hier à New York. On rend hommage à la tradition ; on en reconnaît la nécessité. Non seulement on ne l'affaiblit pas, mais on essaye de la fortifier pour en faire comme un point fixe et inébranlable dans l'océan mouvant de la démocratie. Et nous, tandis que les Américains eux-mêmes seraient hommes à s'inventer une « légende » plutôt que de se résigner à n'avoir pas d'histoire, c'est le moment que nous choisissons pour achever d'abolir tout ce qu'il y a d'historique dans nos institutions, dans nos habitudes mêmes, et, si nous le pouvions, dans nos mœurs.

---

<sup>10</sup> C'est ce que j'ai voulu dire en disant quelque part que « l'Angleterre était un île » ; et cette « constatation » a singulièrement égayé quelques publicistes. C'est qu'ils n'aiment point qu'on « résume » les choses ! Mais, s'ils avaient pris la peine d'observer la vivacité d'opposition que soulève dans la presse anglaise, aussi souvent qu'on en parle, tout projet de tunnel sous-marin ou de pont sur la Manche, ils auraient trouvé ma « constatation » moins ridicule. Tunnel ou pont, ce ne serait pas une affaire ; et l'Angleterre n'en serait pas plus exposée à un danger d'invasion ; mais ce serait la destruction symbolique de son isolement, et sachant ce qu'elle doit à cet isolement, elle en veut conserver jusqu'au signe.

Je n'ai pas non plus la prétention de rien apprendre à ces savants hommes en leur faisant remarquer que, depuis une cinquantaine d'années, l'Angleterre, qui était jadis aux extrémités du monde, – *et toto divisos orbe Britannos*, – en est devenue pour ainsi dire le « centre » ; mais je ne crois pourtant pas qu'il soit inutile de le dire, ou de le redire, car on l'a dit avant moi, pour indiquer une autre des causes de « la supériorité des Anglo-Saxons ».

Et si nous avons fait enfin, depuis un siècle, ou un peu davantage, l'économie des huit ou dix révolutions qui ont ensanglanté notre histoire, de 1789 à 1871, n'est-il pas permis de se demander si nous n'en serions pas nous-mêmes au point de puissance et de prospérité que nous leurs envions ? Question naïve encore, et surtout question insoluble ! mais moins naïve qu'elle n'en a l'air, si, d'attribuer, comme on le fait, « la supériorité des Anglo-Saxons » à des aptitudes de race, physiologiques et congénitales, contre lesquelles nous ne pourrions rien, c'est introduire la fatalité dans notre histoire et, au contraire, si c'est nous rendre à l'espérance en même temps qu'à la liberté, de ne voir dans leur fortune présente que l'œuvre des circonstances, dont nous sommes toujours un peu les maîtres.

<sup>11</sup> On pourrait exprimer la même idée d'une autre manière, en disant que partout où s'établit un Anglais, non seulement on ne voit pas qu'il cesse d'être Anglais, mais toute l'Angleterre s'y établit avec lui.

<sup>12</sup> Th. Carlyle : *les Héros*, traduction Izoulet. Troisième Conférence, *le Héros comme Poète*.

<sup>13</sup> Est-il besoin de rappeler ici la page si souvent citée d'Henri Heine : « Qui sait combien d'actions d'éclat jaillirent des vers tendres de Racine ? Les héros français qui gisent enterrés aux Pyramides, à Marengo, à Austerlitz, à Iéna, à Moscou, avaient entendu les vers de Racine, et leur Empereur les avaient écoutés de la bouche de Talma. Euripide est-il un plus grand poète que Racine ? Je l'ignore, mais ce que je sais, c'est que ce dernier fut une source vivante d'enthousiasme, qu'il a enflammé le courage par le feu de l'amour, et qu'il a enivré, ravi et ennobli tout un peuple. »

<sup>14</sup> Je me suis efforcé de bien établir ce point dans mon *Manuel de l'histoire de la Littérature française*.

---

<sup>15</sup> C'est ce qu'il semble qu'on oublie toujours, et on va répétant, on enseigne même qu'avant Voltaire nos pères auraient totalement ignoré « les littératures étrangères ». Veut-on dire par là que la « littérature italienne » et la « littérature espagnole » ne seraient pas pour nous et n'ont jamais été des « littératures étrangères » ? On le peut bien, si on le veut, mais à la condition, toutefois, d'en avertir. En réalité, prosateurs ou poètes, nos écrivains du XVI<sup>e</sup> siècle se sont tous mis à l'école de l'Italie ou de l'Espagne, et quelques-uns s'y sont même perdus. De plus habiles ou de plus grands, ou pour mieux dire de plus Français, sont ensuite venus, qui nous ont émancipés de cette superstition littéraire, Corneille lui-même, – en dépit du *Cid*, ou jusque dans *le Cid*, – Racine et Molière, Pascal et Bossuet, La Bruyère et Fénelon. Mais ils n'en ont pas perdu pour cela le profit ; et, sur la tendance au cosmopolitisme, ils ont seulement l'ait prédominer la tendance nationale. C'est ce que je voudrais que l'on fit d'après eux et comme eux.

<sup>16</sup> C'est ce que les philosophes expriment quand ils disent qu'on ne se pose qu'en opposant.

<sup>17</sup> Il y a déjà quelques mois qu'ayant eu l'occasion d'insérer dans la *Revue des Deux Mondes* une assez longue étude sur *le Catholicisme aux États-Unis*, je reçus d'Anvers une lettre anonyme qui ne contenait point, il est vrai, d'injures à mon adresse, mais dont l'auteur s'exprimait à peu près en ces termes :

« Vous admirez, Monsieur, les progrès du catholicisme aux États-Unis, et vous vous flattez de l'espoir qu'ils n'en sont encore qu'à leurs débuts. Vous avez raison ! et l'Église peut s'en fier aux promesses de son divin fondateur. Mais vous n'oubliez qu'un point, qui est que, pour assurer le triomphe du catholicisme, *il faut, et avant tout, que la France soit anéantie.*

« Car la France a été de tout temps la grande ennemie du catholicisme, et quand je dis de tout temps, je veux dire depuis vos Capétiens, c'est-à-dire depuis qu'elle est la France. Seule en effet, de toutes les puissances catholiques, ou soi-disant telles, la France a outragé et asservi des Papes ; c'est elle qui finalement a fait avorter le mouvement des Croisades ; c'est encore elle qui, en se faisant plus tard l'alliée de l'Angleterre d'Élisabeth ou de l'Allemagne de Gustave-Adolphe, a favorisé la victoire du protestantisme ; et n'est-ce pas elle enfin dont « la grande Révolution » a déchaîné sur le monde l'esprit d'erreur et d'impiété ?

« L'anéantissement de la France : telle est donc la première condition des progrès ultérieurs du catholicisme, et puisque vous sembler ne pas vous en douter, j'ai cru devoir vous en avertir. »

Je n'attache pas plus d'importance qu'il ne convient à une lettre anonyme, et je n'ai pas besoin de montrer ce qu'il y a de paradoxal dans la thèse de mon correspondant d'Anvers. Mais, pour discutable que soit la thèse, c'en est bien une ; on peut la soutenir : elle s'autorise de faits qu'en « s'y prenant bien » il serait très aisé de rendre vraisemblables ; et, dès à présent, je ne serais pas étonné qu'on l'enseignât dans quelques Universités étrangères.

---

Au lecteur maintenant de juger si ceux qui la soutiennent s'inspirent du pur amour du catholicisme, ou de la jalousie du rôle que la France a joué dans l'histoire comme puissance catholique ; et, s'il est de notre intérêt, à nous, en renonçant à ce rôle, de nous précipiter dans le piège qu'on nous tend.

<sup>18</sup> *L'Église et le Siècle*, traduction de M. l'abbé Klein, Paris, 1894, 8<sup>e</sup> édition, V. Lecoffre.

<sup>19</sup> La citation que je faisais de son nom ayant comblé d'aise M. Yves Guyot, cet ancien Ministre n'en a rien voulu laisser paraître, et, au contraire, il a menacé le *Journal des Débats* d'une « réponse » à ma conférence. Il avait d'ailleurs tout à fait oublié que, deux ou trois jours auparavant, dans *le Siècle*, il m'avait, lui, Guyot, « berger de ce troupeau », nommé dans un sien discours, où vraiment je n'avais que faire, et qu'ainsi je m'étais donc borné à lui rendre la pareille. Mais ce qui est permis à un ancien Ministre ne l'est sans doute pas à un homme de lettres, et M. Yves Guyot, qui a sa manière d'entendre la justice et la vérité, en a une aussi à lui, comme on voit, d'entendre l'égalité. Il se pourrait que ce ne fût point la bonne.

<sup>20</sup> Je croyais avoir assez nettement limité, dans tout ce qui précède, le sens et la portée de cette phrase, pour qu'aucune équivoque ne fût possible et, à vrai dire, je le crois encore. Mais ce n'est plus aujourd'hui « l'art d'écrire », c'est « l'art de lire » qui va se perdant, et, de la manière que sont conduites les polémiques, on ne se soucie plus de ce qu'un adversaire a pu dire, mais uniquement de ce qu'il aurait dû dire pour qu'on lui réponde victorieusement ; – et on le lui prête sans scrupule. J'en pourrais donner vingt exemples.

Si cependant j'avais averti mes auditeurs et mes lecteurs, – dès le début de ce développement sur la « tradition religieuse » – que je ne parlais « ni en croyant, ni en moraliste », et qu'il ne s'agissait entre nous ce soir-là « ni de la vérité de la religion », ni « du besoin de croire », ni de ce que « le catholicisme peut avoir en soi de plus conforme à l'âme française que le protestantisme », on eût pu supposer que j'en avais mes raisons ; et en d'autres temps on l'eût fait. En d'autres temps, on eût compris que je divisais la question, selon le précepte cartésien, et que, d'un problème si vaste et si complexe, je n'avais voulu retenir, pour en parler à Lille, que la partie purement historique. Cela d'ailleurs est difficile, je le sais, et il se peut que je n'y aie pas tout à fait réussi. Mais l'intention était évidente. On peut, et on doit même distinguer, dans l'histoire d'une religion, le dedans et le dehors, l'intérieur et l'extérieur, son développement religieux et ses réactions historiques. Si tout cela se tient, tout cela aussi s'analyse ; et il convient quelquefois de l'étudier en bloc ; mais il doit être permis quelquefois de l'étudier en détail, et on peut y avoir intérêt.

Tel est ici le cas. Que le catholicisme, pour un moment, soit donc en soi tout ce que l'on voudra, le fait est que l'âme française en est pénétrée tout entière, ou imprégnée, pour mieux dire, comme l'âme anglaise l'est de protestantisme. Que les relations de la France et du catholicisme, – ou

---

plus exactement, de la royauté et du Saint-Siège, – n’aient pas toujours été ce qu’eussent voulu les catholiques de l’espèce de mon correspondant d’Anvers ou, d’un autre côté, les purs politiques, il n’en est pas moins vrai que, depuis mille ou douze cents ans, la fortune de la France a varié comme celle du catholicisme, et on pourrait dire : réciproquement. Et supposé qu’il ne survive enfin, dans beaucoup d’âmes contemporaines, que des « habitudes » d’esprit catholique, d’où la foi se serait en quelque sorte retirée, à la vérité je n’en crois rien, mais je l’admets, pour un moment, et je dis qu’on ne saurait gouverner à rencontre de ces habitudes d’esprit.

Qu’y a-t-il là, je le demande au lecteur impartial, qu’y a-t-il là qui ressemble à de « l’intolérance » ou à du « fanatisme » ? Mon objet n’a été que de constater, entre le catholicisme et l’âme française, une convenance héréditaire, corroborée par mille ou douze cents ans d’histoire, fortifiée par l’adaptation, reconnue, consacrée pour ainsi dire par le jugement de l’étranger lui-même. C’est cette convenance, encore une fois, qui constitue la « tradition religieuse » de l’âme française, au point de vue purement politique. Je ne vois pas, dans ce que j’ai dit à ce sujet, et que je viens de relire avec attention, un mot qui tende au-delà de cette affirmation.

Il est bon d’ajouter, pour prévenir ou écarter toute fausse interprétation, que ce que j’appelle être « anticatholique », ce n’est pas être protestant, ni musulman, ni juif, ni même libre penseur, mais c’est être « franc-maçon », par exemple, et c’est l’être d’une façon militante et active.

<sup>21</sup> S’étonnera-t-on de ce rapprochement ? Je ne le pense pas et, au contraire, on verra que les deux questions n’en font qu’une. Examiner, en effet, dans quelle mesure le dogme « évolue », c’est examiner de quelles « variations » la tradition est capable, sans changer pourtant de nature ; et inversement, dégager du milieu des diversités qui en modifient l’apparence, le principe d’absolue fixité sans lequel il n’y a point de dogme, c’est tout le problème de son « évolution ».

Je suis de ceux qui croient qu’« évoluer n’est pas changer », – un gland « ne change pas » quand il devient un chêne, il développe le contenu que notre ignorance n’avait pas su voir en lui ; – et je crois également que la tradition « contient » le progrès, ou plutôt et mieux encore, je crois qu’il n’y a de progrès durable et fécond que celui dont le germe est comme impliqué dans la tradition.

<sup>22</sup> « Il est légitime, a dit un philosophe éminent, d’imposer aux hommes, comme un devoir, l’amour de leur patrie. Car la patrie est grande et belle ; *elle est une expression de la nature humaine infiniment supérieure à notre transitoire et pauvre individualité...* » Pascal disait : « Quittez les plaisirs et vous aimerez Dieu. » De même, on peut dire : « Quittez la sottise vanité de croire que vous vous êtes faits tout seul ; que vous vous suffisez ; que ce qui n’est pas vous ne vous concerne point ; que vous ne devez ni reconnaissance à vos ancêtres, ni dévouement à vos descendants. »

Ainsi s’exprimait, l’année dernière, M. Émile Boutroux, parlant aux élèves de l’École spéciale militaire de Saint-Cyr, et on ne saurait

---

assurément mieux dire. On ne saurait dénoncer plus éloquemment ce qu'il y a de dangereux pour l'existence même de la patrie dans l'excès de cet individualisme dont nous souffrons. Mais ce que M. Boutroux a le droit de dire, pourquoi les autres ne l'ont-ils pas ? C'est une question qu'il serait moins utile qu'amusant de traiter, et je me contenterai de l'avoir indiquée, lui laissant d'ailleurs, – je veux dire à M. Boutroux, – le soin de s'entendre avec M. de Pressensé, par exemple, ou avec M. Charles Richet.

Ce qui serait plus intéressant, ce serait d'arriver à une définition de ce mot d'*individualisme* et de fixer une fois pour toutes le sens auquel on l'emploiera.

J'ai tâché de le faire dans la dernière partie de cette conférence, et, naturellement, on m'a répondu, comme dix fois déjà, que je confondais l'*individualisme* avec l'*égoïsme* ; mais on ne m'a point montré où était le principe de leur distinction. C'est qu'il n'y a rien de plus difficile, et Vinet lui-même, dans ses *Études sur Blaise Pascal*, n'y a pas entièrement réussi. Un écrivain italien, que j'ai déjà cité, M. Nitti, dans un livre sur la *Question de la Population*, a repris récemment ce problème et ne l'a pas non plus résolu. Renan avait, lui, tranché la question, en voyant dans l'*individualisme* et dans le *socialisme* ce qu'il appelait un « parallélogramme de forces » ou plus simplement deux tendances contradictoires et nécessaires, hostiles et cependant toutes les deux utiles, mais chacune à son tour et selon les temps ou les occasions.

On trouvera de curieux renseignements sur ce que l'on pourrait appeler l'*individualisme* des races dites latines, France, Espagne, Italie ; et au contraire sur la tendance des races anglo-saxonne, germanique et slave à l'association, dans les ouvrages, de M. G. Ferrero : *l'Europa Giovane*, Milan, 1897, Fratelli Treves, et *Il Militarismo*, Milan, 1898, chez les mêmes.

Voyez notamment dans *l'Europa Giovane* le chapitre intitulé : *Il Socialismo*, p. 65-73, et le chapitre intitulé : *La citta industriale e la filosofia pratica della vita*, p. 284, 310. Il s'agit dans le premier des Allemands, dans le second des Anglais et des Russes ; et toutes les observations de l'auteur le ramènent à cette réflexion qu'en Russie, comme en Allemagne et comme en Angleterre, il y a tout avantage pour l'individu « à se subordonner », et l'individu le comprend ; mais, au contraire, quelque avantage qu'il en puisse résulter, c'est précisément cette subordination qui nous est difficile et à laquelle on a peine à nous plier en France, comme en Italie et comme en Espagne.

<sup>23</sup> Arsène Dumont : *Natalité et Démocratie*, Paris, 1898, Schleicher.

<sup>24</sup> Voyez sur ce point le livre déjà cité plus haut de M. Zeller : *la Question sociale est une question morale*.

<sup>25</sup> Au moment où je terminais la correction de ces notes, je recevais le programme d'un *Congrès pour le droit d'association*, qui s'est effectivement tenu à Paris, du 25 au 28 mai, sous la présidence de M. Étienne Lamy.

« Dans notre ancienne France, y lisait-on, nos traditions nationales consacraient la liberté des associations. Et lorsque, dans les derniers



---

temps, l'influence combinée des légistes et du droit romain ont fait triompher le principe de la restriction, le bénéfice des situations acquises assura le respect d'un nombre immense de ces institutions ; et c'est par milliers que les corporations ouvrières, les patrimoines collectifs, les fondations ont travaillé autrefois à constituer la force et la prospérité de la nation. »

Rien de plus vrai que ces paroles. Mais, hélas ! le *Congrès pour le droit d'association* ne semble pas avoir donné ce que nous en espérons ; et l'œuvre est à recommencer.

[www.biblisem.net](http://www.biblisem.net)